

19/02/2018 - Plan Loup: le gouvernement français s'entête - Michel Dantin (LR, PPE, Fr)

« Sans surprise, le gouvernement français confirme son entêtement et reste sourd aux appels des éleveurs et du monde rural. Des mois de consultation avec les organisations professionnelles qui n'ont pour résultat que la continuité d'une politique qui a été désastreuse pour tout le monde » a réagit Michel Dantin, Député européen du Sud-Est, à la suite de la publication du Plan loup 2018-2023.

« En cinq ans, le loup a fait plusieurs dizaines de milliers de victimes, un chiffre qui ne cesse de croître. Les mesures de protection des troupeaux demeurent largement inefficaces. Pourtant, le gouvernement prévoit d'augmenter la population de loups de 360 à 500 spécimens sur le territoire. Nous devons nous attendre à des dommages collatéraux dès le printemps prochain ! », a alerté Michel Dantin.

« Cette politique est dépassée car le loup n'est plus menacé d'extinction aujourd'hui. En revanche, la population de loup et le niveau de dégâts enregistré par les éleveurs n'ont plus rien à voir avec ceux du début des années 2000. Les méthodes doivent donc évoluer comme l'autorise le droit européen. Rappelons que cette politique a un coût substantiel pour le contribuable : plus de 25 millions d'euros l'an dernier en moyens de protection et indemnisation des éleveurs. L'idéologie a pris le pas sur le réalisme ! », a-t-il ajouté.

« Mobilisé pour faire évoluer le cadre juridique européen, je suis à l'initiative d'une réunion interparlementaire le 15 mai prochain à Bruxelles, afin d'évoquer cette question en présence de députés européens, de parlementaires nationaux et du Commissaire européen à l'environnement Karmenu Vella », a conclu Michel Dantin.